



Cultiver malgré le manque d'espace : les innovations agroécologiques des personnes déplacées internes à Gampèla

TAMBOURA Hamidou¹, Institut des Sciences des Sociétés/Centre national de la Recherche Scientifique ; Email : hamidou.tamboura8910@gmail.com

TOUGRI Kayabila², Institut des Sciences des Sociétés/Centre national de la Recherche Scientifique ; Email : tougri_kar@yahoo.fr

Résumé

Au Burkina Faso, l'insécurité et les déplacements forcés fragilisent les moyens d'existence des populations et accentuent la pression sur les espaces agricoles, notamment dans les zones périurbaines. À Gampèla, les personnes déplacées internes (PDI) sont confrontées à une difficulté majeure : comment produire lorsque l'accès à la terre devient limité et précaire ? Cette étude analyse les stratégies développées par ces populations pour transformer de petits espaces disponibles en lieux de production maraîchère et renforcer leur résilience. La recherche repose sur une approche socio-anthropologique qualitative combinant observations participantes, entretiens individuels et collectifs et récits de vie. Quarante-deux personnes ont été rencontrées, parmi lesquelles des PDI, des producteurs hôtes, des acteurs locaux et des responsables d'associations. Les résultats montrent que les PDI investissent des espaces institutionnels, des parcelles prêtées et des recoins informels pour pratiquer le maraîchage. Elles mobilisent des techniques agroécologiques accessibles, notamment le compostage, le Bokashi, les biopesticides, le paillage et les cultures hors-sol. Ces pratiques contribuent à l'alimentation et aux revenus des ménages, tout en favorisant l'apprentissage mutuel avec les populations hôtes. Le maraîchage apparaît ainsi comme un espace d'innovation, d'autonomisation et de cohésion sociale.

Mots-clés : agroécologie, maraîchage, résilience, Gampèla, personnes déplacées.

1. Introduction

Ce document de vulgarisation est tiré de l'article de fond intitulé « Adoptions de pratiques agroécologiques innovantes de maraîchage en contexte de pénurie d'espace productif : cas des personnes déplacées internes du site de Gampèla au Burkina Faso », TAMBOURA Hamidou¹, TOUGRI Kayabila² ; In Actes du Colloque scientifique international « Mutations climatiques, crises du monde rural et avenir de l'agriculture en Afrique », Université d'Abomey-Calavi, 25–27 juillet 2025, pp. 284–292; ISBN : 978-99982-71-70-8 ; Dépôt légal n°16417 du 31/12/2025 Bibliothèque nationale du Bénin, 4ème trimestre.

Au Burkina Faso, la crise sécuritaire a profondément bouleversé les conditions de vie et les moyens d'existence de nombreuses familles. Depuis 2015, des populations ont été contraintes de quitter leurs villages, leurs maisons, leurs terres et, pour beaucoup d'entre elles, leurs activités agricoles. Pour des personnes dont la vie dépendait directement de la terre, perdre son territoire signifie en effet perdre bien davantage qu'un champ : cela signifie perdre une source de nourriture, de revenus, de relations sociales et parfois une partie de son identité. Les personnes déplacées internes (PDI) arrivent dans des espaces où les terres disponibles sont déjà exploitées, convoitées ou soumises à une forte pression. Dans les périphéries urbaines et périurbaines, la croissance des habitations réduit progressivement les espaces agricoles. Les parcelles autrefois consacrées à la production sont transformées en terrains d'habitation, en voies

Le journal de la culture et des sciences

de circulation ou en espaces destinés à d'autres usages. L'insécurité vient ainsi renforcer une pression foncière déjà alimentée par l'urbanisation et l'extension des villes. Dans ce contexte, une question essentielle se pose : **que peut faire une personne déplacée lorsqu'elle n'a plus accès à la terre agricole dont elle dépendait auparavant ?**

L'expérience observée à Gampèla, dans la commune rurale de Saaba, apporte une réponse singulière. Des personnes déplacées internes, plutôt que de rester uniquement dans une position de bénéficiaires de l'aide, investissent de petites portions d'espace disponibles autour des habitations, dans certains recoins, sur des terres marginales, dans des espaces institutionnels ou encore dans des endroits difficilement valorisables par les usages agricoles classiques. Elles y développent de petites productions maraîchères en mobilisant des techniques agroécologiques adaptées à leurs moyens. Cette expérience mérite d'être regardée comme davantage qu'une simple stratégie de survie. Elle peut être comprise comme une innovation sociale, dans la mesure où des personnes confrontées à une situation de vulnérabilité inventent, adaptent ou combinent des manières nouvelles de produire, d'utiliser l'espace et de coopérer. L'innovation ne se trouve donc pas uniquement dans une machine, une technologie sophistiquée ou une infrastructure coûteuse. Elle peut aussi être présente dans une manière différente d'utiliser un espace oublié, de recycler des déchets organiques, d'économiser l'eau, de partager un savoir ou de créer une activité économique dans un contexte particulièrement contraignant.

L'agroécologie donne ici une dimension supplémentaire à cette innovation. Elle permet de produire en valorisant les ressources disponibles localement, en limitant la dépendance à certains intrants coûteux et en cherchant à préserver les sols, l'eau et l'environnement. La littérature scientifique considère d'ailleurs l'agroécologie à la fois comme un ensemble de pratiques agricoles, un champ scientifique et un mouvement social, avec une attention croissante aux dimensions environnementales, économiques et sociales des systèmes alimentaires (Wezel et al., 2009).

L'intérêt de cette expérience dépasse le seul groupe des PDI et interpelle les collectivités territoriales, les services techniques, les organisations paysannes, les associations, les acteurs humanitaires et les décideurs publics à mieux capter et transformer les petites initiatives dispersées de personnes vulnérables en véritables leviers de résilience territoriale. Le présent article de vulgarisation a pour objectif de rendre visibles des pratiques souvent considérées comme marginales, alors qu'elles peuvent contribuer à répondre simultanément à plusieurs défis : insécurité alimentaire, précarité économique, rareté des terres, pression urbaine, changement climatique et fragilisation des liens sociaux.

2. Méthodologie

L'analyse présentée repose principalement sur une étude socio-anthropologique réalisée à Gampèla, dans la commune rurale de Saaba, région du Kadiogo au Burkina Faso. Le choix de ce site s'explique notamment par la présence de personnes déplacées internes qui y ont développé des activités maraîchères malgré les contraintes d'accès à la terre et à l'eau. La recherche a privilégié une démarche qualitative. Elle a combiné des entretiens semi-directifs, des observations de terrain et des récits de vie. Au total, 42 personnes ont été enquêtées. L'échantillon comprenait des personnes déplacées internes, des populations hôtes ainsi que différents acteurs locaux, notamment des responsables associatifs, administratifs et coutumiers. La diversité des personnes

Le journal de la culture et des sciences

rencontres a permis de prendre en compte l'âge, le genre, les régions d'origine des PDI et leurs expériences agricoles antérieures.

Les observations ont porté directement sur les espaces de production, les techniques culturelles, les modalités d'accès à la terre et les interactions entre producteurs déplacés et populations hôtes. Des associations impliquées dans l'accompagnement des populations ont également été prises en compte. L'analyse s'est appuyée sur deux grandes entrées. La première est celle de la résilience, c'est-à-dire la capacité des individus et des communautés à faire face à des perturbations, à s'adapter et à reconstruire leurs moyens d'existence. La seconde est celle de l'innovation sociale, utilisée ici pour comprendre comment des pratiques nouvelles ou recombinaisons peuvent émerger dans une situation de contrainte et modifier les relations entre acteurs et avec le territoire. Cette approche permet de ne pas considérer les PDI uniquement à travers leurs besoins. Elle cherche également à comprendre leurs capacités, leurs savoir-faire, leurs réseaux sociaux et leurs initiatives.

3. Résultats

3.1. Quand les recoins deviennent des lieux de production

À première vue, certains espaces de Gampèla semblent trop petits, trop irréguliers ou trop difficiles d'accès pour être considérés comme des terres agricoles. Pourtant, pour les personnes qui ont perdu leurs champs, chaque portion de terre peut devenir une possibilité. Certaines familles ont bénéficié de petits lopins prêtés temporairement par des populations hôtes. D'autres ont progressivement investi des espaces situés entre des concessions, à proximité des habitations, dans des recoins, sur des terres marginales, dans des bas-fonds ou encore sur certains espaces en bordure des voies.

Cette pratique traduit une véritable lecture opportuniste du territoire dénotant ainsi la capacité à repérer des possibilités là où d'autres ne voient qu'un espace inutilisé. Dans une conception classique de l'agriculture, produire suppose généralement de disposer d'une parcelle suffisamment vaste, relativement fertile et durablement sécurisée. Le changement important qui peut être noté dans cette étude est que les PDI de Gampèla sont confrontées à une situation inverse. Elles disposent de très peu d'espace, parfois sans garantie foncière durable. Elles doivent donc adapter le système de production à la parcelle disponible. La petite taille de l'espace devient ainsi une contrainte à contourner plutôt qu'une impossibilité absolue.

Cette conquête des micro-espaces n'est cependant pas uniquement individuelle. Elle repose largement sur les relations sociales. Des familles hôtes prêtent des lopins de terre. Des associations comme La Saisonnière facilitent l'accès à des sites de production. Des personnes déplacées mobilisent leurs réseaux et leurs connaissances antérieures. Cette dynamique confirme que l'accès à la terre n'est pas seulement une question de disponibilité physique du sol, elle est également une question de relations sociales, de confiance et de reconnaissance. Dans plusieurs situations observées, les terres prêtées aux PDI servent à la fois à l'habitat et à la production. Les arrangements fonciers sont souvent informels et temporaires. Cette souplesse facilite l'accès rapide à l'espace, mais elle constitue également une fragilité. Une personne qui ne dispose pas d'un droit sécurisé peut hésiter à investir fortement dans sa parcelle, notamment lorsqu'il s'agit d'améliorer durablement le sol ou de construire des infrastructures coûteuses.

C'est pourquoi l'expérience de Gampèla soulève un paradoxe. En effet, les micro-espaces sont suffisamment accessibles pour permettre l'innovation, mais suffisamment précaires pour fragiliser sa durabilité. Ainsi, ce constat doit retenir l'attention des décideurs. La valorisation des petits espaces agricoles ne signifie pas qu'il faut

Le journal de la culture et des sciences

encourager l'occupation anarchique de n'importe quelle parcelle. Elle signifie plutôt qu'il faut identifier, dans les plans d'aménagement, les espaces qui peuvent accueillir temporairement ou durablement des activités agricoles compatibles avec leur environnement. Dans une étude antérieure, nous avons évoqué le cas spécifique des espaces institutionnels sous-utilisés dans les grands centres urbains comme Ouagadougou. Dans cette ville, à l'instar d'autres comme on peut le constater, certains terrains publics, les périphéries des équipements, les espaces collectifs et certaines réserves foncières peuvent, sous conditions, devenir des espaces de production. C'est l'exemple à Ouagadougou du Musée national du Burkina Faso, de la Bibliothèque nationale du Burkina Faso, pour ne citer que ces sites institutionnels. Mais cette mise à disposition doit être organisée afin d'éviter les conflits, les expulsions brutales ou l'exposition des producteurs à des risques sanitaires ou environnementaux. Dans une telle perspective, la question devient alors celle de la planification des micro-espaces agricoles. Dans une ville qui s'étend, l'agriculture n'a pas nécessairement besoin de disparaître. Elle peut changer d'échelle et de localisation. Le maraîchage de petite superficie, les cultures en contenants ou hors-sol et les systèmes économes en eau peuvent contribuer à maintenir des activités productives dans des territoires où l'agriculture classique devient difficile. Cette orientation rejoint les travaux consacrés à l'agriculture urbaine et périurbaine, qui montrent que les espaces agricoles de proximité peuvent jouer un rôle dans l'approvisionnement alimentaire, les revenus et les dynamiques sociales, tout en nécessitant une attention particulière aux risques liés au foncier, à l'eau et à la qualité des sols (SOME, M., 2023 ; MOUGEOT L., 2000). L'expérience du cas étudié invite donc à changer de regard à savoir qu'un petit espace n'est pas nécessairement un espace inutile. Sa valeur dépend aussi de la manière dont les acteurs sont capables de l'aménager et de l'intégrer dans un système productif cohérent.

3.2. Des innovations agroécologiques à portée de main : Bokashi, biopesticides, cultures hors-sol et gain d'autonomie financière

La conquête des petits espaces ne serait pas suffisante si les producteurs continuaient à dépendre de techniques nécessitant beaucoup de terre, d'eau de pluie ou d'intrants coûteux. L'innovation réside précisément dans l'association entre petite superficie et pratiques agroécologiques adaptées. Les producteurs rencontrés valorisent notamment les résidus domestiques, les déjections animales et les résidus de culture pour produire des fertilisants organiques. Le compostage et le Bokashi occupent une place importante dans cette dynamique. Le paillage permet également de limiter l'évaporation de l'eau, tandis que les associations culturales, par exemple entre certaines plantes maraîchères et aromatiques, sont combinées pour diversifier la production et réduire certains risques sanitaires. Des biopesticides à base de neem sont également utilisés. L'intérêt du Bokashi est manifeste et réduit la difficulté pour les producteurs disposant de peu de moyens financiers pour acheter régulièrement des intrants chimiques. Produire une partie des fertilisants à partir de ressources locales permet de réduire certaines dépenses et de valoriser ce qui serait autrement considéré comme un déchet.

L'innovation n'est donc pas nécessairement synonyme de technologie coûteuse. Elle peut consister à faire autrement avec ce qui existe déjà et cela constitue le fondement même de l'agroécologie. Elle associe les connaissances acquises par les producteurs, les ressources du milieu et certaines techniques apprises auprès d'organisations des producteurs. L'étude montre ainsi que plusieurs PDI disposaient déjà de connaissances agricoles avant leur déplacement. Certaines avaient été accompagnées par des

Le journal de la culture et des sciences

organisations paysannes dans leurs zones d'origine. Le déplacement n'a donc pas effacé leurs savoirs mais les a contraints à les adapter à un nouvel environnement, une dimension essentielle de l'innovation sociale. Dans le contexte de Gampèla que nous étudions, plusieurs contraintes simultanées notamment la rareté du foncier, l'accès limité à l'eau, les ressources financières faibles et la nécessité de produire rapidement imposent aux producteurs de rechercher des techniques compatibles avec ces contraintes. En outre, les cultures hors-sol constituent une autre réponse car elles permettent de réduire la dépendance à la disponibilité d'un sol agricole classique.

En effet, celles-ci peuvent être développées dans des espaces très réduits, sous réserve d'un accès suffisant à l'eau, aux matériaux et aux compétences techniques.

Les résultats économiques rapportés dans l'étude donnent une dimension concrète à cette innovation. Une productrice accompagnée par l'Association La Saisonnière a ainsi obtenu environ 800 kg de tomates en culture hors-sol, pour des ventes estimées à 87 000 FCFA sur une période de trois semaines. Une autre productrice interrogée déclarait vendre environ 5 000 FCFA par jour grâce à ses productions de tomates, choux et aubergines, ce qui contribuait à couvrir les besoins de son ménage et à réaliser quelques économies. Certes, ces cas illustratifs ne sont pas à généraliser, néanmoins ils montrent que même une très petite exploitation peut devenir économiquement significative lorsqu'elle est bien adaptée à son contexte.

En outre, l'agroécologie peut également réduire certaines dépendances. L'utilisation de fertilisants organiques et de biopesticides produits localement peut limiter, dans certaines conditions, la nécessité d'acheter des intrants externes. Elle peut également contribuer à améliorer la santé des sols et à préserver certaines fonctions écologiques.

Les travaux consacrés aux transitions agroécologiques soulignent justement que la diversification, le recyclage des ressources, l'amélioration des sols et la réduction de certaines dépendances peuvent contribuer à renforcer la résilience des exploitations face aux perturbations climatiques et économiques (Altieri et al., 2015 ; Leippert et al., 2020). L'enseignement qui peut être tiré de cette expérience de Gampèla est qu'une politique de résilience ne devrait pas seulement distribuer des intrants ou des vivres mais devrait aussi investir dans les capacités des personnes en termes de formation à offrir, d'accès à l'eau à mettre à la disposition des bénéficiaires, des équipements simples et des semences adaptées à rendre disponibles, d'organisation collective à encourager, d'accès aux marchés à organiser et in fine la sécurisation des espaces de production à préconiser.

3.3. Apprentissage mutuel et cohésion sociale

Le troisième enseignement de l'expérience de Gampèla concerne les relations entre les personnes déplacées et les populations qui les accueillent. Le déplacement forcé peut créer des tensions autour de l'accès aux ressources. Lorsque plusieurs groupes doivent partager une terre, une source d'eau ou un espace de production limité, la concurrence peut facilement apparaître. Mais pour ce cas spécifique une autre possibilité s'ouvre à savoir que l'agriculture notamment dans sa dimension agroécologique peut devenir un espace de rencontre et d'apprentissage. Les échanges observés entre producteurs PDI et producteurs hôtes portent notamment sur les techniques de fertilisation, l'utilisation du Bokashi, les biopesticides et les pratiques de production. Certains producteurs locaux, après avoir observé les résultats obtenus par les personnes déplacées, se sont intéressés à leurs techniques et les ont expérimentées à leur tour. Cet aspect est important dans la mesure où dans de nombreux programmes d'aide, les personnes déplacées sont considérées comme celles qui doivent recevoir des connaissances, des équipements ou

Le journal de la culture et des sciences

des formations. Cette expérience montre l'inverse de la direction habituelle du transfert de connaissances. Certaines PDI deviennent ces personnes qui transmettent car elles arrivent avec leurs expériences agricoles, leurs souvenirs techniques, leurs pratiques apprises auprès d'organisations paysannes et leurs connaissances issues de différentes régions du Burkina Faso. Les populations hôtes disposent quant à elles d'une connaissance fine du milieu local : nature des sols, disponibilité de l'eau, climat, espaces utilisables, relations sociales et règles locales. Lorsque ces deux formes de connaissance se rencontrent, elles produisent quelque chose de nouveau et dont le résultat est l'apprentissage mutuel.

Cette dynamique contribue aussi à modifier le regard porté sur les PDI qui ne sont plus uniquement perçues comme des personnes ayant besoin d'aide mais plutôt comme des producteurs, des femmes entrepreneures, des détenteurs de savoirs et des partenaires de développement local. Et justement le témoignage d'un responsable municipal souligne que des personnes arrivées « les mains vides » ont réussi à mobiliser leurs compétences maraîchères pour produire, consommer et vendre leurs récoltes. En reconnaissant sa capacité productive, cela permet d'éviter une représentation réductrice de la personne déplacée comme simple bénéficiaire et donc cette transformation du statut social est essentielle. En un mot, une personne vulnérable peut aussi être porteuse de solutions. En conséquence, les dispositifs d'accompagnement gagneraient à partir davantage des compétences existantes au sein des communautés déplacées.

Une autre expérience observée qui retient l'attention est l'accompagnement des femmes par l'Association La Saisonnière. En effet, celle-ci a obtenu un site destiné au maraîchage agroécologique et regroupant des femmes PDI et des femmes issues des populations hôtes. L'objectif est notamment de favoriser les apprentissages et les interactions entre les deux groupes. Le site maraîcher devient alors beaucoup plus qu'un espace de production et devient un espace social. On y produit des légumes, mais on y produit également des relations, de la confiance, des échanges et un sentiment d'appartenance. Dans un contexte marqué par la violence et le déplacement, cette fonction sociale de l'agriculture ne doit pas être sous-estimée. En effet, la cohésion sociale ne se décrète pas. Elle se construit progressivement à travers des activités où les individus ont une raison concrète de travailler ensemble et l'agroécologie peut être l'une de ces activités. Lorsque des femmes déplacées et des femmes hôtes travaillent sur une même parcelle, rencontrent les mêmes difficultés, échangent des semences ou des techniques et poursuivent un objectif économique commun, leur relation peut progressivement dépasser la simple coexistence. Cette expérience rejoint les approches de la résilience sociale et socio-écologique qui mettent l'accent sur les réseaux, la coopération, la mémoire collective, l'apprentissage et les capacités d'action collective (ADGER, 2000 ; BERKES, COLDING & FOLKE, 2003 ; FOLKE, 2006). Elle montre également que la résilience ne doit pas être comprise comme la capacité d'un individu à supporter indéfiniment des difficultés. Une communauté véritablement résiliente est aussi une communauté capable de transformer ses institutions, ses relations et ses modes d'utilisation des ressources.

4. Conclusion

L'expérience de Gampèla permet de tirer trois grands enseignements. Le premier est que la rareté du foncier n'interdit pas nécessairement la production agricole. Elle impose de repenser l'échelle, la localisation et les techniques de production. Les micro-espaces peuvent devenir productifs lorsqu'ils sont identifiés, aménagés et utilisés avec des techniques adaptées. Le deuxième est que l'agroécologie peut constituer une réponse

Le journal de la culture et des sciences

pratique aux contraintes économiques et environnementales des populations vulnérables. Bokashi, compost, paillage, biopesticides, associations culturales et cultures hors-sol sont autant de pratiques qui permettent de rechercher une production avec peu de ressources. L'expérience montre également que ces techniques peuvent avoir une dimension économique réelle, notamment pour les femmes. Le troisième enseignement est que les personnes déplacées ne sont pas seulement des populations à assister ; elles sont aussi des acteurs capables d'innover, de produire et de transmettre.

Cette reconnaissance doit toutefois s'accompagner de politiques publiques adaptées.

Ces politiques publiques doivent accorder de l'attention à la sécurisation des espaces de production. Ainsi, les collectivités pourraient identifier des terrains publics ou communautaires susceptibles d'accueillir temporairement ou durablement des activités maraîchères. Des conventions simples et transparentes pourraient préciser les conditions d'utilisation afin de réduire l'incertitude foncière et les risques de conflit. En outre, la deuxième priorité concerne l'accès à l'eau. Sans eau, même la meilleure innovation agroécologique reste limitée. Les programmes d'accompagnement devraient donc associer les équipements d'irrigation économes en eau, la récupération de l'eau, les systèmes de stockage et les pratiques permettant de réduire l'évaporation. En outre, une attention à développer concerne la formation pratique. Il ne s'agit pas uniquement de former les PDI. Les populations hôtes doivent également être associées afin de favoriser les échanges de savoirs et d'éviter que les programmes ne créent deux catégories de producteurs. L'une des priorités concerne le financement de petites innovations. Par exemple, une motopompe adaptée, des contenants pour les cultures hors-sol, du matériel de compostage, des semences, des outils simples ou des équipements de transformation peuvent parfois produire des effets importants lorsqu'ils sont associés à des compétences locales. En plus, les débouchés commerciaux ne sont pas à négliger car, produire davantage ne suffit pas si les producteurs ne peuvent pas vendre dans de bonnes conditions. Les organisations paysannes et les collectivités peuvent faciliter la mise en relation avec les marchés, les restaurants, les cantines, les commerçants et les consommateurs urbains. Il faudrait également accorder une attention aux femmes en ce sens que les résultats de cas d'étude montrent que celles-ci jouent un rôle important dans les initiatives maraîchères et dans les activités de transformation des ressources locales. Leur accès aux espaces de production, à l'eau, au financement et aux marchés doit donc être explicitement pris en compte. Enfin, une attention particulière doit être accordée à la reconnaissance des savoirs endogènes. Les personnes déplacées arrivent avec des expériences diverses. Leur déplacement ne signifie pas qu'elles ont perdu toute capacité d'innovation. Les politiques publiques peuvent gagner en efficacité lorsqu'elles commencent par identifier ce que les populations savent déjà faire avant de proposer de nouvelles solutions.

Il ne s'agit évidemment pas de croire que les micro-parcelles pourront remplacer les grandes zones agricoles ou résoudre à elles seules la crise alimentaire et foncière. Elles ne constituent pas une solution miracle. Leur potentiel réside plutôt dans leur capacité à compléter les systèmes de production existants et à offrir des marges de manœuvre aux populations qui disposent de peu de ressources.

Les villes et leurs périphéries ne sont pas uniquement des espaces de logements, de routes et de commerces. Elles peuvent aussi accueillir, lorsque les conditions sont réunies, des espaces de production alimentaire. Les terrains institutionnels sous-utilisés, certaines réserves foncières, les espaces communautaires et certaines zones périphériques peuvent participer à cette dynamique. Pris séparément, ces gestes peuvent

Le journal de la culture et des sciences

sembler modestes. Pris ensemble, ils dessinent une autre manière de penser la résilience. Pour les décideurs, le message est donc moins de faire à la place des populations que de créer les conditions qui permettent à leurs initiatives de se développer en sécurité. Pour les chercheurs, enfin, l'expérience invite à poursuivre l'analyse de ces innovations ordinaires, souvent peu visibles, mais susceptibles de contribuer à la transformation des territoires.

Références bibliographiques

- ADGER, W. N. (2000). *Social and ecological resilience: Are they related?* Progress in Human Geography, 24(3), 347–364. <https://doi.org/10.1191/030913200701540465>
- ALTIERI, M. A., NICHOLLS, C. I., HENAO, A. & LANA, M. A. (2015). *Agroecology and the design of climate change-resilient farming systems*. Agronomy for Sustainable Development, 35, 869–890. <https://doi.org/10.1007/s13593-015-0285-2>
- BERKES, F., COLDING, J. & FOLKE, C. (dir.) (2003). *Navigating Social-Ecological Systems: Building Resilience for Complexity and Change*. Cambridge University Press.
- FOLKE, C. (2006). *Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses*. Global Environmental Change, 16(3), 253–267. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.04.002>
- LEIPPERT, F., DARMAUN, M., BERNOUX, M. et al. (2020). *The potential of agroecology to build climate-resilient livelihoods and food systems*. FAO/Agroecology-related research synthesis. <https://orgprints.org/38490/>
- MOUGEOT, L. J. A. (2000). *Urban agriculture: Definition, presence, potentials and risks*. In Growing Cities, Growing Food: Urban Agriculture on the Policy Agenda. International Development Research Centre.
- TAMBOURA, H. & TOUGRI, K. (2025). *Adoptions de pratiques agroécologiques innovantes de maraîchage en contexte de pénurie d'espace productif : cas des personnes déplacées internes du site de Gampèla au Burkina Faso*. In Actes du Colloque scientifique international « Mutations climatiques, crises du monde rural et avenir de l'agriculture en Afrique », Université d'Abomey-Calavi, 25–27 juillet 2025, pp. 284–292.
- WEZEL, A., BELLON, S., DORÉ, T., FRANCIS, C., VALLOD, D. & DAVID, C. (2009). *Agroecology as a science, a movement and a practice*. Agronomy for Sustainable Development, 29, 503–515. <https://doi.org/10.1051/agro:2009011>
- IPCC (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>